

LE GOUVERNEMENT STOPPE LES DISCUSSIONS !

Face à une mobilisation toujours aussi forte au 3ème jour de grève, les grandes manœuvres s'accroissent. Le Secrétaire d'Etat aux Transports, Frédéric Cuvillier, a rompu ce matin le dialogue avec les cheminots !

En fait de dialogue social, le gouvernement fait le choix (à l'instar de la direction de la SNCF) de l'acharnement médiatique, de la désinformation, en refusant de répondre positivement aux exigences légitimes des cheminots concernant la réforme du système ferroviaire.

« Le pacte d'irresponsabilité » signé entre le gouvernement et les 2 fédérations CFDT-UNSA, ne répond en rien à la nécessaire réunification du système ferroviaire, à la question du financement et de la dette, aux conditions sociales des cheminots et à terme, à un meilleur service public voyageurs et marchandises. Les cheminots n'ont pas besoin d'Etats Généraux du dialogue social mais de négociations sur leurs revendications.

Ces promesses n'engagent que ceux qui y croient !

En effet, ce pacte renvoie au débat parlementaire autour du projet de loi qui devra être débattu, et selon le Secrétaire d'Etat : « éventuellement » amendé ! Mais même amendé dans ce sens, ce projet de loi, aggravé en Commission de Développement Durable, éclate encore plus qu'aujourd'hui le service public SNCF et organise la dégradation des conditions sociales des cheminots, de la qualité et du volume de transports Fret et Voyageurs.

A la SNCF, silence radio !

Par ailleurs, les sujets d'entreprise et plus particulièrement les questions d'emploi, de salaires, d'organisation de la production et des conditions de travail, contenus dans le préavis, sont totalement ignorés par la Direction de la SNCF.

C'est inacceptable !

Pour rappel, les Fédérations CGT, SUD-Rail demandent :

- Une réelle réunification du système ferroviaire afin de mieux travailler ensemble avec de bonnes conditions sociales et de travail pour un meilleur service public voyageurs et marchandises, dans une entreprise unique, la SNCF ;
- Un traitement de la dette et du financement des travaux indispensables par des ressources nouvelles (contrairement à un accroissement de la productivité des cheminots comme annoncé dans le projet de loi) ;
- L'exigence d'aucune régression sociale pour les cheminots actifs et retraités et des garanties sur la pérennisation du statut (recrutements au statut, facilités de circulation, prestations familiales,...).

La stratégie du gouvernement et de la direction de l'entreprise visant à jeter en pâture les cheminotes et les cheminots, à tenter de les opposer à l'opinion publique, est inqualifiable et démontre une grande fébrilité face au haut niveau de mobilisation.

Contrairement à ce qui est véhiculé dans la presse, le nombre de grévistes est largement supérieur à ce qu'annonce la direction. Sinon, comment expliquer qu'avec plus de 80% de cheminots au travail, le nombre de trains en circulation ne soit pas plus élevé.

L'exigence d'un débat public télévisé !

Les Fédérations CGT et SUD-Rail estiment qu'il faut éclairer nos concitoyens sur les enjeux et les dangers réels de la réforme gouvernementale, dans le cadre d'un débat télévisé contradictoire permettant à chacun d'exposer sa vision de l'avenir de la SNCF.

Face à cette situation, les fédérations syndicales CGT et SUD-Rail appellent les cheminots de tous les services à poursuivre, à amplifier et à élargir le mouvement.